



COUP DE GUEULE 23 avril 2008

Bonjour à toutes et à tous,

Economiquement et financièrement, où en sommes-nous aujourd'hui ?

- Afin de connaître la vérité sur la situation des banques suite à la crise des subprimes, le G7 leur lance un ultimatum. Il leur donne 100 jours pour dire la vérité.
- Fais nouveau, les grèves voire les émeutes sur le pouvoir d'achat,
- Réapparition de la faim dans beaucoup de pays.

Tamara Kummer, Porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM), le « grenier des Nations unies »

« Nous distribuons quatre millions de tonnes de vivres par an à 73 millions de personnes dans 78 pays. L'augmentation de 55 % de nos coûts, depuis juin 2007, a provoqué un manque à gagner, qui nécessite de réunir 500 millions de dollars avant le 1^{er} mai. Si à cette date-là, nous n'avons pas les sommes nécessaires, nous serons obligés, soit de réduire de moitié nos rations, soit de diminuer de moitié le nombre de personnes que nous nourrissons. »

Madame Tamara Kummer parle d'un manque à gagner de 500 millions qui touchera directement 73 millions d'êtres humains.

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI)

« Si les prix de l'alimentation continuent à augmenter des centaines de milliers de gens vont mourir. Des enfants vont souffrir de malnutrition avec des conséquences sur leur vie. »

Et pourtant, comme le rappelle Paul Fabra dans « Les Echos du 12 avril 2008 » :

«Ce n'est pas ces évolutions ou des accidents climatiques qui expliquent le triplement (et plus) du cours du blé depuis janvier 2006 ! Allez plutôt voir du côté de grands marchés du blé, soja, du maïs au Chicago Mercantile Exchange. Les banques d'investissement y prennent de fortes positions. En l'absence d'un marché organisé pour le riz, certains fonds d'investissements en financent le stockage (accaparement). »

N'oublions pas :

Les camps de concentration humains ont toujours été précédés de conditions économiques et sociales invivables pour le plus grand nombre.

Il est totalement paradoxal de vivre la mise en place de la Paix mondiale par les instances politiques mondiales et voir ce travail sabordé par des financiers stupides et irresponsables.

Et si nous avions remplacé l'idéologie nazie de la race par l'idéologie de la finance ?
Combien de personnes meurent chaque jour au nom de cette idéologie financière ?
Combien de twin towers tombent chaque jour ?
Et si Ben Laden n'était qu'un « petit joueur » par rapport à nous ?

Non, la finance n'a pas pour objet de fabriquer artificiellement des plus-values.

Oui, elle est, et doit être, la résultante d'un travail ou d'un échange économique.

Non, la finance ne peut en aucun cas se démultiplier par elle-même.

Oui, il existe des banquiers qui réfléchissent à leurs actes et à leur rôle dans l'économie.

Si nous ne réfléchissons pas et ne favorisons pas la cohérence de nos actes en termes humains, ce que nous vivons actuellement ne sera qu'un prémice des bouleversements beaucoup plus importants qui auront lieu dans un proche avenir.

Il doit être mis fin à toutes opérations de création virtuelle de capitaux.

Seuls les Etats doivent pouvoir utiliser certaines possibilités offertes par les techniques et produits financiers.

Les techniques de financiarisation, sauf à être strictement encadrées, ne doivent exister que pour permettre aux Etats de rétablir leur équilibre financier.

Le PREI (Plan de Régulation Economique International) doit être mis en fonction.

Acceptons l'expérience de la mise en place de nouvelles règles SOCIologiques et ECONOMiques afin d'aider la POLITIQUE de la Paix (mondialisation) et mettre fin à l'incohérence FINANCIÈRE actuelle.

Comme je l'ai déjà écrit dans mon article « Finance de la Paix » Einstein disait à propos de l'énergie atomique :

« Le problème aujourd'hui n'est pas l'énergie atomique, mais le cœur des hommes » ;

Je me permets à nouveau de le paraphraser en écrivant :

« Le problème aujourd'hui n'est pas la finance, mais le cœur des hommes ».

Réflexion :

N'est-il pas temps de remplacer notre vue financière de la vie par une vue plus humaine ?

À l'heure où nous regardons et jugeons le comportement de nos aïeux, le moment n'est-il pas venu de nous poser les questions suivantes :

Comment serons-nous jugés par nos enfants alors que des centaines de millions de personnes meurent sous nos yeux ?

Comment osons-nous encore commémorer les armistices, les résistants, les « victoires » alors que la télévision nous montre tous les jours nos « meurtres » ?

Que valons-nous face à nos anciens ? Eux qui, pour certains, savaient pour les camps de concentration, mais ne les voyant pas ne faisaient rien

Nous, nous le savons ; nous, nous les voyons ; nous, nous les alimentons ; nous, nous les entretenons.

Que valons-nous réellement si nous continuons à fermer les yeux ?

Christian Piré

Suivi de cet article :

Gaël Giraud, religieux jésuite, chercheur au CNRS, membre de l'École d'économie de Paris, dans « Le Nouvel Economiste » du 19 novembre 2009 page 24 :

« La crise est née de cela ; du fait que des financiers soient prêts à prendre des risques démesurés sans jamais s'interroger sur la finalité sociale de leur action parce qu'ils étaient convaincus de l'omnipotence du marché. Ces sont ces logiques qui justifient que l'on affame des populations pour un placement rentable. L'économie est censée servir l'intérêt général, ne l'oublions pas. Il est temps de le réintroduire comme finalité économique. »

Michel Camdessus, gouverneur honoraire de la Banque de France, dans « Le Nouvel Economiste » du 19 novembre 2009 page 24 :

« Quant à croire que la capacité des marchés à s'assainir d'eux-mêmes, cela reviendrait à croire en la main invisible censée réguler naturellement, laquelle a largement fait preuve de son insuffisance. La crise a révélé une triple carence : carence de régulation, carence institutionnelle et carence éthique. »

Emmanuel Faber, directeur général délégué du groupe Danone, dans « la Croix » du 20 novembre 2009 page 13 :

« L'économie et le social ne sont pas séparés. Seul l'humain existe. Le grec oikonomia ne dit pas autre chose, qui se traduit par : l'administration du lieu de vie, l'art de vivre ensemble. Toute relation aux autres est économique. Serait-il donc iconoclaste de rappeler qu'une entreprise n'existe que parce qu'elle a une utilité sociale ou, plus largement, sociétale ? Si, au nom du profit, elle satisfait insuffisamment ses salariés, ses clients, ou ses fournisseurs, elle est vouée tôt ou tard à l'échec. On peut aller jusqu'à dire que sa valeur est donc fonction du profit qu'elle consent à ne pas réaliser, dans le but de partager avec ses parties prenantes, car elle crée alors des relations d'interdépendance qui la pérennisent. Est-il concevable de laisser à la seule main invisible, force aveugle de l'intérêt personnel des plus habiles ou cupides d'entre nous, la responsabilité collatérale de tirer hors de la pauvreté les trois quarts de l'humanité, pour l'instant laissés pour compte dans l'économie de marché ? »

Olivier de Schutter, rapporteur des Nations Unies, dans « Le Monde » du 17 septembre 2009 page 4 :

« La faim, toujours. Et à des niveaux jamais atteints : sous l'effet de la crise économique, la barre du milliard de personnes souffrant de sous-alimentation a été franchie en 2009. Les causes structurelles de la crise alimentaire de 2008 – une brutale hausse des prix liées à des facteurs conjoncturels puis accélérée par la spéculation – restent en place. Il suffit d'une étincelle pour que la hausse des prix redémarre. On n'a pas tiré les leçons de la crise passée. Parmi les nombreuses raisons qui poussent à la spéculation sur la terre, il y a de grands projets de plantations qui sont liés à l'appât que représente le marché des droits à polluer. »

Xavier Harel dans « La Tribune » du 17 septembre 2009 page 6 :

« Alors que la faim touche plus d'un milliard de personnes dans le monde, aucun chef d'Etat ou de gouvernement n'a jugé bon de se rendre au sommet organisé par l'agence onusienne. Seule l'Italie, hôte du sommet, est représentée par son chef de gouvernement, Silvio Berlusconi. La situation est pourtant alarmante. « Aujourd'hui, plus de 17.000 enfants vont mourir de faim, un toutes les cinq secondes, 6 millions par an » a rappelé dès l'ouverture du sommet le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. »

Michel Rocard dans « Les Echos » du 19 octobre 2009 :

Concernant le grand emprunt à la question, ce sera un investissement public pour des bénéficiaires privés.....il répond « Nous sommes très attentif à cela, car c'est un peu l'état d'esprit de certains lobbys. Il n'est absolument pas question de tomber dans ce travers. Le

secteur public n'est pas là pour être racketté ! C'est le credo d'une partie de la pensée capitaliste, foncièrement malhonnête. Il va falloir encore d'autres crises avant que cette culture du mépris de la puissance publique, cette mode monétariste, ne disparaisse. »

Michel Rocard dans Le Monde du 28 septembre 2009 : *« Les produits dérivés ont provoqué le quadruplement des prix du pétrole entre 2002 et 2006 et le doublement des cours du blé, du maïs du soja. Cela a abouti aux émeutes de la faim en Afrique, qui ont fait plusieurs milliers de morts dans un douzaine de pays. »*

Eva JOLY dans Le Monde Magazine du 19 septembre 2009 page 18 :
« En parlant de la France « il n'y a pas de vraie volonté politique de lutter contre la corruption dans ce pays. Les magistrats soucieux de faire leur travail n'y sont pas respectés. L'absence de poursuites contre les élus et hommes d'affaires notoirement corrompus me révolte, et elle révolte l'opinion. Il faut à tout prix sortir de cette espèce de « monarchie républicaine » et de ses phénomènes de cour. C'est un système politique qui ne peut plus marcher. C'est malsain pour la démocratie, comme le fatalisme qui en découle » : « Rien dans ma culture norvégienne, mes lectures, mes études, ne m'avait préparée aux mœurs scandaleuses de la « Françafrique » ni aux immunités des élites françaises. C'est injustifiable, ça m'a d'emblée paru insupportable. »

Jean Gatty (Président d'une SGP) et Louis Gautier, Conseiller maître à la Cour des comptes, dans « Le Monde » du 19 septembre page 24 : *« Si les bourses de valeurs doivent être des lieux où les entreprises se financent, et non des tripots où l'on parie sur des titres à un an, un mois, une semaine, un jour, une heure... le mieux n'est pas de chercher un dispositif compliqué (auquel les spéculateurs trouveront toujours une parade car ils sont beaucoup plus intéressés à l'affaire que les autorités publiques), mais de faire en sorte que les spéculateurs n'aient plus aucun intérêt à faire de tels paris. Il suffit pour cela, d'imposer à 100 % leurs plus-values à court terme. Quant à ceux qui craindraient une sortie de capitaux, ils ont un moyen simple de l'éviter : équilibrer une force fiscale dissuasive (qui impose à 100 % les plus-values à moins d'un an) par une force fiscale attractive (qui exempte d'impôt toute plus-value boursière à 10 ans ou plus). » ; « Or la durée de détention moyenne d'un titre coté est devenue absurdement faible, partout dans le monde. Elle était de 10 ans dans les années 1940, aux Etats-Unis ; elle est tombée à 7 ans dans les années 1950, à 4 ans dans les années 1970, à 2 ans dans les années 1990, et à 6 mois ces derniers temps. Le seul précédent d'une durée de détention inférieure à un an est celui des actions américaines dans les années 1927-28-29... ; « Qui perdrait à l'imposition à 100 % des plus-values à moins d'un an ? D'abord les banques et leurs filiales de courtage, dont le chiffre d'affaires croît avec le volume de transactions. De même, les sociétés de gestion de portefeuilles, c'est-à-dire principalement, de nouveau, les banques dont les filiales sont les plus grosses sociétés de gestion de la place. Car leurs gérants font « tourner » les portefeuilles, en franchise d'impôts, au moins autant pour leur bénéfice et celui de leur banque que pour celui de leurs clients »*

Monsieur Jérôme Monod dans « Les Echos » du 29 août 2009 : *« Une fois, je demandais à un éminent acteur de la régulation financière pourquoi le scandale du Crédit Lyonnais avait changé si peu de chose dans la surveillance des institutions financières. Il a commencé par m'expliquer que la Commission des opérations de Bourse, l'un des organismes qui s'est fondu dans l'Autorité des marchés financiers, était une émanation du Trésor. Et qu'au-dessus du Trésor il y avait le ministre des Finances. Et qu'il ne fallait pas non plus oublier le rôle des patrons précédents du Crédit Lyonnais. Je lui fais alors remarquer que cette dilution à l'infini des responsabilités est l'une des caractéristiques de la mafia. Il m'a simplement répondu : « oui » » ; « Il faut des institutions financières mais aussi économiques, sociales, morales pour édicter des règles claires et les faire respecter, sur un socle solide, fondé par le pouvoir politique sur les principes du bien commun »*

Lu dans « La Tribune » du 17 juin 2008 Polémique sur les produits financiers :

Après la Belgique (avec le groupe financier flamand KBC), l'Allemagne est à son tour concernée à la suite du lancement par certains établissements bancaires, comme la Deutsche Bank, de produits financiers qui veulent tirer profit de la hausse des prix des denrées alimentaires.

De nombreux responsables appellent les institutions financières à la retenue. « Il convient d'appliquer un principe de précaution éthique selon un postulat simple : si un produit financier peut avoir des conséquences désastreuses pour des populations, il faut s'abstenir de la commercialiser ou de l'acheter ». Que penser du fait qu'il faille rappeler à certaines personnes les bases élémentaires de la vie. « Tu ne tueras point.... » ;

Ces personnes ont-elles déjà oublié un passé qui n'est pas si éloigné.

Pour rappel, les « objectifs du millénaire » sont de ramener l'effectif des affamés de 800 à 400 millions de personnes d'ici à 2015.

Les organisations internationales de la Paix doivent prendre la place qui est la leur. Elles doivent contrôler les financiers ainsi que le fonctionnement des instances nationales de vérification des marchés financiers (instances qui bien souvent sont constituées elles-mêmes par des acteurs nationaux de la finance).

Marc Fiorentino, Président d'Euroland Finance, dans « La Tribune » du 16 mai 2008 :

« La charge la plus spectaculaire est venue cette semaine du Président allemand, Horst Köhler : « Les marchés financiers sont devenus des monstres incontrôlables » et les banquiers sont responsables de « destructions massives d'actifs » » Rien que cela ! Les nouveaux Saddam Hussein du monde économique sont tout simplement les dirigeants des grandes banques et beaucoup aimeraient leur faire subir le même sort... Si la charge est, volontairement, caricaturale et disproportionnée, elle reflète un état d'esprit qui se propage en Europe..... pour une simple et bonne raison : ce qu'ont fait les banques dans les cinq dernières années est indéfendable. « Banquiers tremblez, la révolution est en marche ».

Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) répondant à une interview dans « Les Echos » du 13 mai 2008 :

Question posée : Le monde connaît une grave crise alimentaire. Comprenez-vous que des pays comme l'Argentine, la Chine ou l'Inde restreignent leurs exportations ?

Réponse : *En tant qu'économiste, j'estime qu'assécher l'offre va dans le mauvais sens. En tant qu'homme politique, je comprends. Les économistes voient cela globalement ; les politiques pensent à leur prochain mandat....*

Mon avis : Bien qu'ayant le plus profond respect pour le travail et la personne de Monsieur Lamy, je ne peux que m'étonner du pragmatisme de cette réponse.

Comment analyser un assèchement de l'offre en termes uniquement économique et politique alors que nous parlons d'un meurtre de millions de personnes par « assèchement » dû à un manque de nourriture et d'eau ?